ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

ruralité

Question au Gouvernement n° 58

Texte de la question

RURALITÉ

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe Les Républicains.

M. Olivier Dassault. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'intérieur, j'associe à cette question mon collègue Damien Abad, président de la mission France des territoires, pour évoquer le gouffre qui s'agrandit entre la ville et la campagne. Le Gouvernement prévoit d'imposer 13 milliards d'économies supplémentaires aux collectivités. Le changement, ce n'est décidément pas encore maintenant.

Plus de compétences, moins d'autonomie. Plus d'efforts, moins d'équité. Plus de promesses, moins de ressources propres. La charge exigée est, cette fois, insupportable. Loin de connaître l'abondance, nos campagnes se battent contre les mêmes démons que la ville, et à l'insécurité s'ajoutent les déserts médicaux, numériques et économiques.

M. Damien Abad. C'est vrai !

M. Olivier Dassault. Seul le dévouement des associations et des élus locaux permet à nos villages de ne pas sombrer. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe REM.)* Ne les considérez pas, vous aussi, comme des variables d'ajustement comptable. Ne les discréditez pas non plus. Vous projetez de baisser leur nombre : le baiser du prince n'est plus si charmant.

Je me réjouis que nous ayons de grandes métropoles comme Paris, Lyon et Marseille, qui participent à l'émergence de pôles d'excellence et à l'attractivité économique, touristique et culturelle de la France. Ce n'est pas une raison pour attenter à l'identité de nos petites communes. L'ombre s'abat sur un savoir-vivre, sur un savoir-faire, sur un savoir-être.

La ruralité est aussi un atout. L'engagement des 550 000 élus locaux, dont 95 % sont bénévoles,…

Plusieurs députés du groupe LR . Eh oui !

M. Olivier Dassault. …participe à sa valorisation et à son dynamisme. Au lieu de leur compliquer la tâche, de les pointer du doigt comme les responsables des déficits publics, remercions-les.

M. Julien Aubert. Très bien !

M. Olivier Dassault. Il est temps de mettre fin aux vieilles recettes : demander aux autres des efforts que l'on ne veut pas faire soi-même. N'est-ce pas, monsieur le ministre d'État, à l'État de montrer l'exemple, tout en se

recentrant sur ses compétences régaliennes ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe LC.)*

M. Thibault Bazin. Il a raison !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'action et des comptes publics.

M. Gérald Darmanin, *ministre de l'action et des comptes publics.* Monsieur le député, vous avez tout à fait raison. D'ailleurs, il n'y a pas de petits élus, il n'y a que de grands élus de petites communes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM, MODEM et LC.)*

M. Olivier Dassault. Très bien !

M. Christian Jacob. Vous connaissez toutes les ficelles !

M. Gérald Darmanin, *ministre .* Je sais que vous êtes très attaché à la ruralité et que vous n'opposez pas la ville à la campagne, puisque votre circonscription comprend les deux. S'agissant de ce que vous avez démontré, après avoir écouté l'expression des territoires, le discours du Président de la République a dû vous rassurer. *(Exclamations sur les bancs des groupes LR et GDR.)*

M. Fabien Di Filippo. Pas du tout !

M. Gérald Darmanin, *ministre.* Il n'a pas imaginé une baisse de dotations, et encore moins une baisse de 20 milliards pour les collectivités locales.

M. Thibault Bazin et M. Sébastien Jumel . Bien sûr que si !

M. André Chassaigne et Plusieurs députés du groupe NG . Treize milliards !

M. Gérald Darmanin, *ministre.* Je dis 20 milliards, parce que je sais que le groupe Les Républicains me comprend. *(Sourires. - Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM.)*

M. Pierre Cordier. C'est bas ! Il y a six mois, vous étiez d'accord avec nous !

M. Gérald Darmanin, *ministre .* Le Président de la République a pensé que c'est avec les territoires, les communes, les intercommunalités, les départements et les régions que nous respecterons ensemble le service public local, les agents qui y travaillent, les élus, mais aussi que nous baisserons notre dépense publique.

M. André Chassaigne. C'est du baratin !

M. Gérald Darmanin, *ministre .* Oui, il faudra faire des économies et nous en ferons également, comme cela a été dit, avec les collectivités locales.

M. Thibault Bazin et M. Fabien Di Filippo . Combien ?

M. Gérald Darmanin, *ministre .* Dès l'année prochaine, c'est l'État qui montrera en premier l'exemple, puisque plus de 50 % de la baisse de la dépense publique le concernera lui. Cela nous changera des années passées. *(Applaudissements sur les bancs des groupes REM et MODEM et sur plusieurs bancs du groupe LC.)*

M. Fabien Di Filippo. Vous pourriez répondre de temps en temps aux questions !

Données clés

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/questions/QANR5L15QG58

Auteur : M. Olivier Dassault
Circonscription : Oise (1re circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 58
Rubrique : Aménagement du territoire
Ministère interrogé : Action et comptes publics
Ministère attributaire : Action et comptes publics

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 27 juillet 2017
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 juillet 2017